

Conférence des Groupes «Force Ouvrière» (Salle des Horticulteurs)

Première séance: *jeudi 18 décembre 1947 (matin)*

Président: **Theillet** (*Haute-Marne*)

Assesseurs: **Decottignies** (*Métaux, région parisienne*), **Laume** (*Mineurs*).

Charlot (*Alimentation*): Camarades, voulez-vous prendre place, s'il vous plaît.

Pour présider la première séance de cette Conférence, le Groupe Central vous propose le camarade Theillet, secrétaire départemental de la Haute-Marne, assisté du camarade Decottignies, des Métaux de la région parisienne, et du camarade Laume, des Mineurs. Êtes-vous d'accord avec ce bureau?

Le Président: Camarades, je salue au nom du *Groupe Central* «Force Ouvrière» les camarades qui ont fait le déplacement et qui ont répondu à la convocation qui leur a été adressée par ledit *Groupe Central* dans le but d'éclairer la situation et de permettre de connaître l'opinion des diverses organisations de notre pays. Il est certain que cette Conférence va revêtir un caractère d'une importance exceptionnelle, et je suis certain que, de ces débats, sortiront des résolutions aussi importantes.

Je passe dès maintenant la parole à mon camarade Charlot qui, au nom du *Groupe Central*, va faire un résumé succinct des débats.

Charlot (*Alimentation*): Camarades, mon intervention ne sera pas longue, car nous avons un besoin absolu d'entendre le plus grand nombre possible de camarades. Cette Conférence a pour objet de nous informer, autant que faire se peut. Je rappellerai très rapidement que - il y a six semaines environ - pour la première fois nous nous sommes trouvés rassemblés nationalement, mouvement «Force Ouvrière». À l'époque nous avons pris, à la presque unanimité, certaines décisions. Il s'agira de savoir si celles-ci sont encore valables aujourd'hui.

Depuis, je tiens à le rappeler, un certain nombre d'événements se sont déroulés. Il y a eu, d'abord, le C.C.N. des 13 et 14 novembre, suivi presque immédiatement du mouvement de grève qu'on a tenté de généraliser, que vous connaissez bien - je n'ai pas besoin de m'appesantir. Je me plais à rappeler ici que, lors de la *Conférence Nationale*, quelques camarades seulement avaient semblé mettre en doute la volonté de lutte qui pouvait nous animer contre les communistes à l'intérieur de la C.G.T. Or nous osons espérer que tous vous serez d'accord avec le *Groupe Central* «Force Ouvrière» pour rendre un

particulier hommage aux membres minoritaires du Bureau Confédéral qui, au moment de la grève, ont su donner la preuve qu'ils n'entendaient pas être à la remorque des communistes (*applaudissements*). Sans vouloir diminuer aucun des camarades qui ont participé à cette action, je ne puis m'empêcher de citer notre vieil ami Jouhaux et émettre l'espoir que ses sages conseils nous seront, pendant longtemps encore, accordés.

De cette Conférence peuvent sortir des décisions très graves pour l'avenir du mouvement ouvrier, le pire et le meilleur. Nous insistons donc particulièrement auprès de tous nos amis pour que leurs interventions ne soient pas seulement des interventions provoquées par des apparences parfois fugitives, qu'elles ne soient pas provoquées par des réactions personnelles, qu'elles soient le reflet le plus exact possible des avis exprimés par les camarades de la base, sans que, toutefois, ils oublient - eux, militants - les conséquences que pourront avoir les décisions dernières qui sortiront de cette Conférence.

Il faut qu'on exprime ici des idées pensées et repensées. Il ne faut pas que nous nous engagions dans une voie qui ne serait pas celle menant la classe ouvrière à l'avenir meilleur que nous espérons pour elle. Il ne faut pas que, de cette Conférence, sortent des décisions qui nous entraîneraient là où nous ne voudrions pas aller, les uns et les autres. Il faudra que chaque militant intervenant à cette tribune ne perde pas de vue que le mouvement ouvrier, sur sa gauche et sur sa droite, peut être menacé demain. Il ne s'agit donc pas, pour nous, de méconnaître ces dangers. Il ne s'agit donc pas, pour nous, en voulant défendre la classe ouvrière, d'aller à l'inverse et de l'affaiblir. Il s'agit de donner à celle-ci un outil qui lui permette à la fois, certes de se soustraire à la dictature communiste, mais qui lui permette aussi de mettre en échec demain toute tentative possible venant de la part de la réaction, car il ne faut pas, sous couvert de lutte contre ce qui nous a paru lourd à supporter jusqu'à maintenant, que nous oublions cet autre danger. Et nous insistons particulièrement auprès de nos amis pour que, dans les suggestions qu'ils apporteront à cette tribune, ce souci majeur ne soit pas absent de leur esprit.

Je n'en dis pas plus long. Mes camarades du *Groupe Central* «Force Ouvrière» ne m'ont pas mandaté pour vous indiquer immédiatement quels sont les sentiments qui animent les uns et les autres au sein de ce *Groupe Central*; nous ne voulons influencer personne. Nous voulons qu'ici chacun s'ex-

prime avec l'absolue liberté mais, encore une fois, que personne ne perde de vue que de cette Conférence peut sortir le meilleur et le pire, et que c'est ardemment que nous souhaitons tous que ce soit le meilleur qui en sorte (*applaudissements*).

Le Président: Camarades, je vous demanderai d'être aussi brefs que possible dans vos interventions, pour que le maximum de camarades puissent se faire entendre et exposer le point de vue des organisations qu'ils représentent, et je demande aux camarades qui désirent prendre la parole de se faire inscrire au Bureau, et je les inscrirai à la suite.

Le camarade Grimaldi, des P.T.T., a la parole.

Grimaldi (P.T.T.): Camarades...

Ouradou (Cheminots): Un mot, pour une motion d'ordre.

Dans des assemblées comme celle-ci, il est d'usage, à l'origine, de laisser parler les camarades autant qu'ils veulent, et l'on est contraint par la suite de limiter à quelques minutes le temps de parole des derniers orateurs. Je désirerais qu'à l'origine on limite dès maintenant le temps de parole, qu'il est possible de fixer à quinze minutes.

Des délégués: Dix minutes!

Ouradou (Cheminots): En dix minutes, ou quinze minutes, le camarade peut dire ce qu'il a à dire.

Le Président: Je vous propose dix minutes de temps de parole. Êtes-vous d'accord ?

La salle: Oui !

Grimaldi (P.T.T.): Camarades, à la dernière conférence de «*Force Ouvrière*», les P.T.T. ne sont pas intervenus en tant que fédération parce qu'ils étaient pour l'unité, parce qu'ils voulaient batailler au sein de la *Fédération Postale* pour reconquérir la *Fédération Postale*. Depuis, des événements très graves se sont produits. Dans les P.T.T., par exemple, à Paris, 5.000 voix de majorité se sont prononcées contre la grève; en province, pas un département n'a demandé la grève, tous l'ont repoussée. Malgré cela, le parti communiste a tout fait pour avoir la grève. Il y a eu des batailles physiques entre camarades, il y a eu des assauts de centraux téléphoniques, du central télégraphique, et vous en comprenez les raisons. Je ne parle pas en mon nom personnel, je suis certain de parler au nom de 80% des Postiers de France et d'outre-mer: pas une voix discordante, à notre connaissance, n'a été portée qui demande de maintenir la position ancienne. Tous demandent qu'on crée une nouvelle fédération au sein d'une nouvelle C.G.T. Ce que je dis là est très grave, et je le sais, mais il ne faut pas nier ce qui existe. À la dernière conférence, c'était peut-être les militants qui

parlaient. La dernière scission qui a eu lieu, c'était peut-être une scission, un conflit doctrinal entre militants.

Cette conférence, en ce qui concerne les Postiers en tout cas, j'en suis certain, reflète le sentiment de la base. La scission, si elle n'est pas dans le cœur, dans le sentiment – et elle n'y est pas en ce qui nous concerne – elle est dans le cœur et la volonté de tous les Postiers non militants (*applaudissements*).

Si nous laissons ces Postiers partir, parce qu'ils partiront, quoi que nous fassions, si nous voulons rester à la Fédération, ils partiront, ils iront n'importe où, ils seront à la merci du premier aventurier, et je pense que nos camarades du Bureau confédéral qui, dans ces temps passés, ont augmenté leur crédit, se sont rendus populaires aux yeux de la classe ouvrière, qui ont eu le courage d'affronter, non seulement les stalinien, mais les véritables difficultés, je pense qu'ils sont qualifiés et, en ce qui concerne les Postiers, leur confiance est entière en eux pour qu'ils prennent la tête de ce mouvement.

Je sais bien le drame de conscience qui doit être provoqué chez eux. Chez nous, c'est la même chose à un échelon inférieur, nous avons tout de même un certain scrupule. On a analysé chaque soir, entre militants, les événements et, actuellement, si les Postiers ne quittent pas la Fédération Postale, ne créent pas une nouvelle fédération au sein d'une nouvelle C.G.T., ce n'est pas 100.000 adhérents à la Fédération Postale qu'il y aura ! Il n'y aura que les communistes, les autres iront n'importe où. Nous ne pouvons laisser faire cela. La scission que je vous demande ne vient pas des militants de la Fédération Postale, elle vient des couches profondes, de tous les Postiers. C'est grave, je le sais, mais il est un devoir où, à un moment donné, il s'agit de concrétiser. Camarades, je suis très bref; la journée sera peut-être historique dans le mouvement syndical. Toujours est-il que les Postiers attendent cette scission et, demain, les Postiers de France se réuniront en congrès pour décréter, au sein de «*Force Ouvrière*», au sein de la nouvelle C.G.T., la nouvelle Fédération Postale (*applaudissements*).

Vedrenne (Limoges): Camarades, au cours de notre réunion des 8 et 9 novembre, où nous avons tous, en nous-mêmes, pris des décisions mûrement réfléchies, nous avons, pour notre part, dans la Haute-Vienne, essayé de les concrétiser dans les faits. Je dois vous dire que, représentant le groupe de «*Force Ouvrière*» de la Haute-Vienne, j'étais presque mandaté, à notre conférence, pour un mouvement de scission.

Or, je sais, et nous le savons tous, que la scission est une chose grave et qu'il ne faut pas se jeter à corps perdu dans un mouvement dont on ne sait pas de quoi il sera fait demain. J'avais écouté l'historique des scissions fait par notre camarade Jouhaux; j'avais écouté tous nos camarades avec foi, car nous avons toujours eu confiance dans cette classe ou-

vrière, qui nous a fait confiance elle-même, et nous sommes repartis avec l'espoir que la résolution qui avait été votée pourrait être appliquée dans son intégralité. Eh bien! Je dois vous dire aujourd'hui que l'atmosphère qui régnait il y a six semaines, ne se trouve plus, chez nous. Pourquoi? Pour plusieurs raisons. La première: vous avez tous remarqué, et ce n'est pas un grief que je veux adresser à nos secrétaires confédéraux, que, depuis la Libération, nos secrétaires confédéraux, peut-être par le jeu du hasard et parce que les militants communistes avaient pris notre propre programme, n'avaient pas réussi à se dissocier de la majorité de la C.G.T. Or, après notre conférence, au dernier C.C.N., cette minorité s'est affirmée nettement. Et qu'a-t-on vu? On a vu la majorité qui commençait à ne pas bien savoir où donner de la tête, parce qu'elle était prise dans ses entourures et sentait que le mouvement de masse qu'ils tenteraient dans le pays commençait à se promouvoir. Vous avez vu l'histoire des grèves; je ne sais pas ce qui s'est passé dans vos provinces ou à Paris, car les contacts que nous avons ne sont qu'écrits et pas souvent oraux. Mais le mouvement de grève, dans la Haute-Vienne, a été suivi à peu près à 10%. Nous avons vu la majorité de l'U.D. de la Haute-Vienne faire des piquets de grève, nous avons vu des gens qui ne se contentaient pas de la parole, mais qui voulaient passer aux actes et à la brutalité; nous avons un sang bouillant dans les veines et ils ont été reçus comme il fallait quand ils sont venus.

Eh bien, voyez-vous, de l'ensemble de tout cela il faut savoir tirer une morale. La morale que nous commençons à tirer est celle-ci, et je vais vous citer un cas typique: c'est le *Syndicat de la Chaussure* à Limoges, qui groupe à peu près 2.000 adhérents car, vous le savez, à Limoges il y a deux grosses industries, la Chaussure et la Porcelaine – celle-ci nous n'en discuterons pas car c'est un de nos camarades. La Chaussure, c'était un militant communiste, il a décrété la grève par son Conseil syndical, de par sa volonté et non pas de par la volonté des militants; le résultat pratique, c'est que la grève n'a pas été suivie. Il y a eu un arrêt de travail de trois ou quatre jours, consécutif à la mise en place pour faire les votes secrets, mais le résultat encore de tout cela, c'est que, sur 2.000 syndiqués le syndicat de la Chaussure n'en compte plus que cinq ou six cents, et je n'en suis pas sûr. Or, tous ces camarades qui ont quitté, ce sont des démissions collectives qui se sont produites; ils sont venus nous trouver, nous leur avons expliqué la position que nous avons. Je dois vous dire qu'il n'y a rien à faire. La cause est entendue, ils ne veulent avoir aucun rapport avec les militants du parti communiste qui sont à la C.G.T. (*applaudissements*).

Je suis mandaté aujourd'hui pour vous dire que la Haute-Vienne, dans son ensemble, veut une scission et nous estimons que le moment est favorable pour une scission. Ce n'est pas parce que nous

avons l'esprit de la scission, mais c'est parce que nous reflétons l'état d'esprit de la masse. Et, voyez-vous, si nous ne prenons pas la tête de ce mouvement que la masse veut, que va-t-il advenir, car je veux pousser moi aussi plus loin et je veux regarder ce qui se passerait si nous restions à l'intérieur de la C.G.T. Voulez-vous me dire, après la position combative qu'ont prise nos secrétaires confédéraux, quelle sera leur attitude demain, si la classe ouvrière consent à rester à l'intérieur de la C.G.T.? Eh bien! ce sera, que vous le vouliez ou non, une minorité de communistes, qui ont subi un échec qui doit être total pour eux et qui, demain, se transformera par une grande victoire, si nous restons à l'intérieur de la C.G.T., parce que, vous le sentez bien vous-mêmes, s'ils ont fait arrêter le mouvement qui est parti, ce ne sera plus une défaite pour eux, mais pour nous. Voilà ce que j'avais à vous dire au nom du département de la Haute-Vienne (*applaudissements*).

Babau (*Bouches-du-Rhône*): Camarades, j'appartiens à un département qui compte, je crois, la deuxième union départementale de France, U.D. qui est colonisée à 98%. J'ai également le regrettable honneur d'appartenir au département d'où sont partis les incidents que vous connaissez, et je signale au passage, sans insister, qu'on ne saurait associer en quoi que ce soit la classe ouvrière marseillaise à la mise à sac du Palais de Justice ou à la mise à sac de l'Hôtel de Ville, pas plus qu'aux autres incidents qui se sont produits à Arles, par exemple. Nous n'accepterons jamais qu'on confonde l'action de travailleurs avec celle de troupes de choc et d'hommes de main qui n'ont jamais travaillé de leur vie, pour la plupart.

À la dernière conférence, je n'avais rien dit. La raison en était fort simple; notre *Groupe «Force Ouvrière»* est un groupe très modeste, nous avons vécu en vase clos, l'action que nous avons menée était très bénigne et je pensais qu'il nous était difficile, à nous militants, dont la plupart d'ailleurs, je dois le dire honnêtement, n'ont pas de responsabilités directes dans le mouvement, de venir donner ici je ne dis pas des leçons, mais des conseils. Et je disais à quelques-uns qui parlaient de scission: songez que pour nous c'est la position facile, nous n'avons pas de responsabilités, mais songeons aux camarades qui ont, eux, des fédérations, des syndicats qu'ils ont entre les mains, qui sont majoritaires, et comprenons fort bien qu'ils ont d'autres raisons que nous et que l'action qu'ils essaient de mener à l'intérieur a peut-être quelque valeur et doit être tentée. Aujourd'hui les circonstances sont différentes et j'observe tout de suite que ce sont nos camarades qui ont été les plus acharnés à la dernière Conférence – et vous en avez eu le témoignage par Grimaldi, je pense à nos camarades du «*Combat syndicaliste des P.T.T.*» et à Carpentier du Nord – qui sont aujourd'hui des camarades qui déjà ont une position, semble-t-il, quelque peu différente.

Je ne crois pas que nous puissions rester sur la décision prise il y a six semaines. Pour notre part, je veux souligner deux faits. Ce n'est surtout pas pour me référer à des violences qui ont pu se produire, violences physiques, à Marseille il y en a eu, comme ailleurs, elles n'ont pas pris un caractère de gravité. Il y a eu un mouvement de grève largement étendu; beaucoup de travailleurs ont été mis dans l'impossibilité de travailler, mais ce qui a marqué, surtout, c'est le sentiment très net, c'est que l'immense majorité de l'opinion publique condamnait formellement ce mouvement de grève. Ailleurs, et plus particulièrement à Arles, les violences ont pris un tel caractère que cela a déterminé chez nos camarades une véritable révolte. Je ne vous citerai que deux petits passages de deux lettres que j'ai reçues. L'une émane d'un camarade de l'Électricité d'Arles, qui dit:

«Nous refusons de subir les ordres et les pressions de tout ordre exercés par les représentants de l'union locale, qui se sont traduits par des interventions violentes de groupes d'hommes de main étrangers, ne faisant pas partie de la corporation, et dont certains, même, n'exercent aucune autre profession que celle d'agitateur».

Et une autre, d'un camarade des Instituteurs, vieux militant, il y a vingt ans que je le connais et qu'il milite, camarade très sérieux et qui écrit:

«Une seule raison nous a décidés à la grève: la confiance que nous avons en vous-même et en Lavergne, signataire de la déclaration «Force Ouvrière» au C.C.N., grève faite seulement pour ce motif à 85%. Mais nous attendons vos explications avec impatience. Trouble certain et violent de nos camarades. On ne veut plus d'une C.G.T. politisée. Les collègues veulent déchirer leur carte C.G.T., ne pouvant absolument plus consentir à ce qu'une part de leur cotisation, si minime soit-elle, aille soutenir les agitateurs fauteurs de guerre civile de l'union locale et de l'U.D.» (applaudissements).

Je citerai un troisième fait, amusant celui-là. J'ai eu la visite d'un camarade qui appartient à une section des Municipaux, qui groupe 150 camarades, qui m'a dit: les camarades m'ont dit qu'on ramasserait les 150 cartes de la C.G.T. et tu les renverras à Paris, nous ne voulons pas les garder. Je leur ai dit: c'est parfaitement inutile. L'esprit a donc changé. De plus nous avons suivi de très près l'action de la minorité confédérale, à laquelle nous avons applaudi, où nous nous sommes manifestés pour la première fois; de larges placards ont été publiés dans les journaux. Nous avons vu immédiatement venir vers nous (c'étaient des individualités, s'entend) mais des camarades appartenant à des corporations où nous n'avions pu pénétrer: des Produits Chimiques, du Bâtiment, des Métaux. J'ai eu la visite de nombreux camarades, des agents de maîtrise et des cadres qui sont venus nous dire: camarades, nous sommes avec vous, nous voulons former, non pas des groupes «Force Ouvrière», mais des syndicats «Force Ouvrière». Et pourquoi disaient-ils cela?

Parce que, à mon avis, l'action de la minorité confédérale a pris l'allure d'une action d'une véritable confédération; quand on suit l'action menée par les camarades du Bureau à partir du jour où ils ont publié le premier communiqué de la minorité, et tout au long du déroulement de la grève, on s'aperçoit qu'ils ont agi comme s'ils étaient les dirigeants d'une véritable Centrale. Et ce fait a contribué à créer dans l'esprit de nos camarades l'idée que «Force Ouvrière» était la centrale syndicale de demain. Un grand enthousiasme se développe. Je m'empresse de dire: je ne suis pas assez naïf, j'ai quelque expérience dans le mouvement syndical, pour ne pas croire que, demain, tout marchera comme sur des roulettes et que nous verrons les travailleurs affluer en masse vers nous. Mais les conditions psychologiques pour un rassemblement des travailleurs, pour un syndicalisme libre, existent dans le moment présent et, si nous le laissons passer, il ne se présentera peut-être plus demain. J'ajoute que je ne pense pas que nous puissions empêcher les mouvements d'autonomie qui se développent et ce que je crains surtout, c'est que si ces mouvements d'autonomie, pour certains, ont un caractère nettement syndicaliste, il est à craindre que nous voyions se former des syndicats autonomes – et j'en ai quelques exemples à Marseille – qui ne soient pas inspirés par des motifs syndicaux et qui contribueront seulement à jeter un peu plus de trouble et de désarroi dans la situation présente. J'ai eu, à ce sujet, à faire face à pas mal de manœuvres et à faire en sorte que ce soit «Force Ouvrière», et seulement «Force Ouvrière», qui compte. Ne laissons pas échapper cette occasion unique, car nous prendrions, je le crois, une grande responsabilité dans la grève qui vient de se dérouler et qui a laissé beaucoup d'amertume chez les travailleurs. Il y a une chose reconfortante, les travailleurs n'ont peut-être pas eu entièrement l'impression d'être vaincus, à cause de l'action de la minorité. Ce qui a été vaincu, c'est l'esprit de politisation des grèves (*applaudissements*); mais si, demain, «Force Ouvrière» hésitait, nous aurions un grand découragement chez les travailleurs.

Un autre fait à signaler, et je cite un chiffre donné par plusieurs côtés, c'est le recrutement qui se fait du côté de la C.F.T.C.; dans une ville comme Marseille, la C.F.T.C. – vous me direz que ce n'est pas grand'chose – recrute quelque chose comme 450 à 500 adhésions par jour. Deux fédérations existent au point de vue autonome, qui ont une certaine importance: c'est la *Fédération Syndicaliste des P.T.T.* et c'est la *Fédération des Cheminots* qui vient de se créer. Des cadres vont en grand nombre vers l'autonomie. Si vous n'y faites pas attention, vous n'empêcherez pas pas mal d'éléments de nous quitter. Lutter de l'intérieur? Les camarades qui pourraient le faire sont, pour beaucoup, à la base surtout, éloignés de l'action syndicale, et vous savez combien on arrive à les écœurer par des manœuvres, injures ou calomnies. Je crois donc qu'il faut se méfier. Je

crains également que, contre toute espérance, peut-être, il n'y ait pas de la part des majoritaires des procédures d'exclusion; car enfin, si nous voulons raisonner en syndicalistes, il serait normal de penser qu'il y aurait peut-être des motifs à exclusion, on ne les fera pas, on les fera à la base, par petits paquets. Rappelez-vous la note de Frachon au lendemain même de la publication du premier communiqué de «Force Ouvrière», disant:

«Ce groupe, qui se prétendait apolitique, qui se drapait du lin blanc de l'indépendance syndicale et de la pureté candide des vrais syndicalistes, vient de se montrer tout nu, tel qu'il est et tel que nous n'avons jamais cessé de le voir: une entreprise de division des travailleurs au service d'une politique anti-ouvrière».

Et il ajoutait:

«En termes clairs, un groupe qui agit de la sorte ne saurait avoir rien de commun avec le mouvement syndical traditionnel. Tous les travailleurs le considéreront comme une entreprise de trahison et de briseurs de grève».

Et dans le dernier communiqué publié au lendemain de la grève, il y a un paragraphe qui dit:

«Montrez-vous indulgents à l'égard des travailleurs, mais soyez sans pitié à l'égard des briseurs de grève».

Attendez-vous, à la base, à ce que vos militants de «Force Ouvrière» soient durement menacés et que, petit à petit, on ne leur permette plus de faire de l'action dans leurs syndicats. C'est un ensemble de raisons qui font que, de notre part, nous souhaitons, de la façon la plus vive, que «Force Ouvrière» devienne le centre du rassemblement du syndicalisme libre, qu'il regroupe avec lui les fédérations autonomes déjà créées et que la Centrale nouvelle prenne vraiment la direction du mouvement ouvrier (*applaudissements*).

Gloaguen (Ille-et-Vilaine): Je viens vous exposer le point de vue des camarades Cheminots. Nous jugeons que nous n'avons plus le droit de rester dans un organisme syndical qui nous livrera à des aventures comme celle que nous venons de vivre; car vous savez que les cheminots, c'est vital pour le pays, et nous n'avons pas le droit d'arrêter les trains pour une affaire politique comme celle de Marseille. Nous sommes tous d'accord pour que «Force Ouvrière» prenne position; il n'est plus possible à l'organisme syndical qu'il y ait des luttes intestines, car elles sont toujours au détriment de la classe ouvrière. Or, elle attend des réalisations lui permettant de conserver et d'augmenter son pouvoir d'achat. Car cette grève, déclenchée à Rennes avec nos camarades communistes, elle l'a été d'une drôle de façon. Nous, les camarades «Force Ouvrière», on avait commencé par nous éliminer des réunions préliminaires, on avait oublié de nous convoquer, comme par hasard, et lors du référendum, qui n'a pas été terminé puisque l'ordre de grève était venu,

on n'a pas continué, malgré que nous ayons demandé la continuation du vote. Avec les communistes, nous n'avons plus aucune chance de réussir, aucune entente n'est possible avec ces gens-là.

D'autre part, nous demanderions au nouveau mouvement syndical, parce que nous espérons qu'il se formera, que des ordres graves comme la grève, ne puisse être donnés par une Commission Exécutive, comme cela a été fait par la *Fédération des Cheminots*, composée de cinq membres. De tels ordres pourraient être donnés par les *Conseils fédéraux* et que cinq personnes seulement ne puissent déclencher un tel mouvement. Nous espérons que «Force Ouvrière» fera son dernier effort et nous sommes tous derrière «Force Ouvrière», prêts à le soutenir (*applaudissements*).

Menghi (Var): Camarades, je représente le département du Var, le groupe départemental F.O. du Var, réuni en assemblée générale le lundi 15 décembre 1947, donne mandat à ses délégués pour déposer à la Conférence nationale le vœu suivant.

«Estimant qu'un coup mortel vient d'être porté à notre grande Centrale syndicale et que les seuls responsables sont les dirigeants communistes au sein des formations syndicalistes; que bon nombre de militants syndicalistes abandonnent leur fédération et que leur décision est irrévocable, se refusant d'être les complices de ceux qui ont provoqué ce désastre; que, de ce fait, il n'est pas possible d'envisager de contrebalancer la majorité actuelle; que, par ailleurs, la confiance est morte envers ceux qui ont enfreint les décisions du dernier C.C.N. et déclenché des grèves contraires aux désirs exprimés par la base; qu'il est impossible de coopérer utilement au sein des organisations syndicales avec des hommes qui n'ont que la menace, l'injure pour les militants qui ne sont pas de leur obéissance politique et, en particulier, pour les militants F.O. et que, de ce fait, toute la structure de l'organisme syndical se trouve en partie paralysée;

Demande aux camarades F.O. de reconsidérer la position prise à la dernière Conférence nationale et d'envisager la rupture immédiate avec la majorité communiste actuelle au sein du C.C.N.;

Considère qu'il est nécessaire et essentiel pour les travailleurs que «Force Ouvrière» apparaisse non plus seulement comme un rassemblement de propagande et d'exaltation d'indépendance et de liberté syndicale, mais un organisme de force décidé à prendre en mains, d'ores et déjà, sur tous les plans, locaux, départementaux, national, les revendications des travailleurs;

Que cette opération ne peut se faire si nous ne nous désolidarisons pas de la majorité actuelle de toutes les formations syndicales et que nous nous réorganisons immédiatement à l'échelle de la C.G.T. en organisations ouvrières, évitant ainsi le morcellement de la classe ouvrière par la formation des mouvements autonomes de plus en plus nombreux en

raison de l'antipathie actuelle de ceux existants;

Que cette nouvelle formation a un caractère d'extrême urgence, car elle nous permettrait d'apporter notre collaboration à un certain nombre de problèmes intéressant la vie même du pays, et la participation éventuelle de nos organisations dans les discussions en cours qui sont d'une importance capitale pour les travailleurs».

Voilà le vœu, camarades, qu'on a décidé de présenter à la Conférence de «*Force Ouvrière*». Il est inutile que je vous relate les incidents de Toulon, vous les avez connus par la presse, sur la troupe qui est intervenue; le pourcentage des grévistes dans l'arsenal qui compte 11.000 camarades, a été de 19% de grévistes.

Sur les 19% - je ne vous citerai que dans mon atelier dans lequel nous sommes 500 camarades - nous avons eu une moyenne de 102 grévistes par jour. À la reprise, il y a eu exactement 87 demandes de justification demandées au chef d'atelier que ces camarades n'étaient pas grévistes.

Notre mandat est impératif que si la Conférence ne décide pas de prendre une décision ferme, nous risquons, dans le Var, comme je crois partout ailleurs, d'assister au 1^{er} janvier à des syndicats autonomes qui se créeront un peu partout.

Je n'ai, en fait pas grand-chose à ajouter à l'ordre du jour dont je viens de vous donner connaissance, sauf toutefois une motion de félicitations à nos camarades responsables du C.C.N. pour l'œuvre courageuse qu'ils ont accomplie ces temps derniers. Dans notre région, comme dans celle du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône, nous assistons non pas à du syndicalisme mais à des vraies scènes de gangstérisme. Dans la période actuelle, après la crise difficile que nous venons de traverser, ne pas vouloir la scission c'est d'avance créer le morcellement de la classe ouvrière en une multitude de syndicats et fédérations autonomes, ce qui rend la masse laborieuse beaucoup plus vulnérable. Nous avons réussi, dans notre département, à faire échec à la grève politique dans la proportion de 75 à 80%. Les militants qui ont répondu à notre appel ne comprendraient pas que nous ne les suivions pas, après les avoir encouragés dans la voie de la lutte contre l'obéissance communiste dans nos syndicats. «*Force Ouvrière*» se doit de prendre la tête d'un mouvement syndicaliste rénové (*applaudissements*).

Le Président: Je vous invite, camarades, à être discrets. Je dis cela pour les camarades qui sont appelés à sortir.

Tétaert (Roubaix): Je représente une région industrielle assez importante, la région textile de Roubaix-Tourcoing. Le sentiment des ouvriers est très important à connaître. Voici comment, dans notre région, il se manifeste. Nos camarades en ont, naturellement, assez d'être politisés dans leurs syndicats et si nous constatons une défection sensible

dans l'organisation syndicale nous constatons, en même temps, que contrairement à ce que bien des camarades ont indiqué, il y a une toute petite minorité de travailleurs, qui ont quitté la C.G.T. ou ne reprendront plus leur carte le mois prochain, qui sont décidés à entrer à nouveau dans une organisation syndicale. Nous avons parcouru les usines, nous sommes allés dans toutes les professions et nous avons constaté un nombre peut-être intéressant de militants décidés à lutter, mais ce nombre de militants ne représente pas la majorité des masses laborieuses. Et, pour ma part, je crois que le mouvement de scission, en indiquant purement et simplement la scission, serait un désastre pour le mouvement syndical, parce que, dans les semaines qui viennent de s'écouler, c'est le mouvement ouvrier tout entier qui a reçu une défaite considérable. Si les opposants à la politisation du syndicat ont obtenu une victoire sur les politiciens et sur les stalinien, il n'en reste pas moins vrai que la majorité des ouvriers n'est pas encore décidée, et nous le constatons chez nos camarades du Textile particulièrement, à nous suivre d'une façon suffisante. Cependant, il faut le dire, le nombre de militants qui avaient abandonné la lutte ces dernières années se trouve aujourd'hui augmenté sensiblement dans la reprise de l'activité et nous pensons, pour notre part, que nous ne devrions pas, nous les gens qui avons respecté les statuts de la C.G.T., que nous ne devrions pas d'abord et immédiatement quitter notre maison, abandonner tout ce que nous avons édifié entre les mains de ceux qui sont venus presque les mains vides, et qui avaient accepté nos directives et nos principes. Nous pensons qu'il importe d'abord, pour tous nos camarades militants, et particulièrement ceux qui sont dans les organismes confédéraux, d'avoir à prononcer, dans les assises prochaines de la C.G.T., auxquelles je considère qu'il y a lieu d'assister, de prononcer les mêmes paroles et prendre la même position que celle qui a été prise en 1921. Il y a des gens qui ont trahi les statuts, qui ont trahi la charte. Nous devons déclarer que ces gens-là n'ont rien de commun avec la C.G.T. et que nous, nous sommes les seuls vrais cégétistes, qui respectons la *Charte d'Amiens*. Et si, comme il sera vraisemblable, ces gens-là n'acceptent pas de nouvelles dispositions conformes à celles que nous avons en 1920, à ce moment, nous devons indiquer que nous restons les gens de la C.G.T. et que, sous la tendance F.O., qui représente le mouvement confédéral, continue la C.G.T. et que les autres n'ont plus rien de commun avec cette organisation syndicale. Et je crois que si, partout, nous faisons cette action, nous aurons autour de nous à nouveau les gens qui, aujourd'hui, quittent la C.G.T. et qui ne sont pas encore décidés à venir chez nous. En tout cas, nous pouvons dire que le mouvement syndical connaît aujourd'hui une crise bien grave qui peut être dangereuse pour le mouvement ouvrier tout entier. Moi, je vous demande de bien réfléchir et si, personnellement, je considère que la cohabi-

tation n'est plus possible, nous ne devons pas nous présenter comme des gens qui voulons quitter notre maison au bénéfice de ceux que nous avons accueillis et qui nous ont trahis.

Léonard (P.T.T.): Camarades, au lendemain de la Libération, parmi les nombreux facteurs qui ont permis aux stalinienens de s'emparer de notre C.G.T., il y en a un qui était d'importance et qui se dégage d'une façon encore plus apparente à la suite de ce mouvement de grève dont nous avons à enregistrer un échec désastreux pour la classe ouvrière. Cet élément, c'était l'apparition d'une nouvelle génération dans le mouvement ouvrier, c'était l'apparition de ceux qui, dans la nuit de l'Occupation, étaient sortis de l'enfance et même de l'adolescence, et étaient entrés dans l'action du monde du travail. Et les stalinienens, qui l'avaient bien prévu, avaient réussi à mettre une partie de leurs griffes sur cette nouvelle génération et, ajoutant à ceci, le prestige des victoires militaires de l'U.R.S.S., ils avaient conduit cette classe ouvrière, cette nouvelle couche, celle qui était inexpérimentée, qui ne savait pas l'histoire du mouvement ouvrier, ils l'avaient conduite à cette organisation communiste de la nouvelle C.G.T. que nous, les anciens, nous avons essayé de combattre dès le lendemain de la Libération. Si je considère également que cette défaite de la classe ouvrière est quelque chose de très grave, il y a quand même un élément qui fait que je suis très optimiste et que mon cœur de militant ouvrier se réjouit fortement, c'est d'avoir vu cette nouvelle génération qui vient dans la lutte de faire sa propre éducation, comme, du reste, les anciens l'avaient faite au cours des luttes d'antan; elle vient de dire: Nous savons ce que c'est que le mouvement ouvrier indépendant, mais vous nous avez montré ce qu'était un mouvement ouvrier politique et nous ne marchons plus.

Voilà un élément nouveau et lorsque j'ai vu, pour ma part, dans ce Central télégraphique qui n'est pas très loin de cette salle, où il y a 2.000 travailleurs qui, pour les trois-quarts appartiennent à cette génération nouvelle, éléments féminins et éléments masculins, tous avec des salaires de famine oscillant autour de 7.000 francs par mois, qui avaient des revendications justifiées et qui ont réclamé, à une écrasante majorité des 4/5^{èmes}, le vote au bulletin secret et qui ont encore voté contre la grève. Nous leur avons posé le problème: grève revendicative, mais pas à des fins politiques. Malgré cette décision démocratique, les cellulards ont parcouru, dans notre grande salle du Central télégraphique, en cortèges de 200 à 300 camarades, prenant individuellement chacun de ces éléments jeunes sur lesquels ils avaient réussi à avoir toute autorité jusqu'ici, et ils croyaient encore, dans leur candeur, mais ils ne savent pas ce que c'est que la conscience ouvrière, ils croyaient qu'en faisant cette mascarade, ils allaient leur faire quitter le travail. J'ai constaté, derrière une petite fenêtre, car j'avais voulu ne pas apparaître, j'ai vu

ces jeunes éléments ouvriers garder le calme le plus imperturbable, ne pas répondre aux provocations, rester à transmettre leurs télégrammes, et les 300 camarades qui voulaient essayer de faire débrayer les autres sont repartis gros-jean comme devant. Si vous ne savez pas comprendre cette génération qui est éduquée et qui pense comme les anciens qu'il y a un autre syndicalisme, nous allons faillir à notre devoir de militants ouvriers. (*applaudissements*). Et alors, ce qui m'a frappé le plus dans l'exposé de Charlot, qui nous disait: surtout, ne réagissons pas en fonction de réactions personnelles, étudions bien la situation en fonction des réactions de la base et considérons que s'il y a un péril à notre gauche, il y en a un à droite. Je pense qu'il a bien posé le problème; il faut éviter que cette nouvelle génération qui vient de s'arracher au péril de la soi-disant gauche de la classe ouvrière ne tombe dans l'excès contraire et qu'elle aille vers le péril de droite. Il n'y a qu'une solution, camarades dirigeants de «*Force Ouvrière*», qui vous êtes conduits d'une façon qui vous a donné un prestige retentissant dans cette classe ouvrière: il faut que vous preniez la direction du mouvement ouvrier dans l'enthousiasme, de cette nouvelle C.G.T. correspondant au désir de la masse des ouvriers, vous militants ouvriers avertis, pour faire en sorte qu'on ne conduise plus la classe ouvrière à cet échec qui pourrait être mortel pour elle s'il se renouvelait; car vous aurez bien l'intention de défendre les intérêts de la classe ouvrière, vous n'allez pas faire une politique de chapelle, parce que vous pensez que nous avons de meilleurs arguments et de meilleurs moyens pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, vous ne déclencherez pas une grève où nous verrons des cheminots qui circulent et d'autres qui ne circulent pas, au risque de déclencher des catastrophes qui retombent toujours sur la classe ouvrière; si vous laissez passer le moment, devant tous les dangers qui menacent la démocratie, donc la classe ouvrière qui fera la première les frais, vous aurez failli à votre fonction de militants ouvriers. Mais j'ai confiance que vous ne ferez pas et que la nouvelle C.G.T. va se créer (*applaudissements*).

Cucuel (Voyageurs): Camarades, il n'est pas dans mon intention de passionner ce débat. Nous sommes en train de déterminer nos positions et je vous apporte le point de vue, non pas de notre Fédération, mais de la tendance «*Force Ouvrière*» de notre *Fédération des Voyageurs*. À l'heure actuelle, nous avons organisé une consultation à travers nos organisations syndicales et, déjà, une tendance très importante se manifeste en faveur de la thèse «*Force Ouvrière*». La plupart de nos grands syndicats, comme Lyon, Marseille, Lille, Toulon, ont déjà fait connaître leur opinion. Vous savez que cette organisation des Voyageurs est, dans sa grande masse, adhérente de fraîche date à la C.G.T. Nous y sommes venus librement à la Libération, car nous

avons pensé qu'il était de notre devoir de venir nous appuyer à la force de tous les autres salariés. Nos gens ne sont pas encore bien convaincus et sont stupéfaits de ce qui s'est passé; il est encore temps de les rassurer, sinon ils vont repartir dans les organisations professionnelles pures auxquelles ils appartenaient auparavant. Déjà, nous pouvons constater qu'un certain nombre de nos syndicats, sans attendre le résultat du Conseil fédéral qui se tiendra le 3 janvier, se sont déjà désolidarisés des U.D. auxquelles ils appartiennent; déjà dans certaines villes, nos camarades ont quitté les locaux de la Bourse du Travail. C'est très grave, car si nous n'agissons pas énergiquement et ne leur montrons pas des directives et une certaine cohésion, ils seront perdus pour la C.G.T. pendant de longues années. Il est nécessaire que nous ayons une attitude sérieusement marquée. Nous avons l'intention, le 3 janvier, de demander la convocation d'une assemblée générale extraordinaire; notre Fédération ne restera pas dans l'expectative: ou elle se ralliera – nous pensons dans une grande majorité - à la tendance «*Force Ouvrière*», si elle a su se manifester avec assez de vigueur, ou elle s'en ira rejoindre les organisations autonomes. Il est temps d'y réfléchir. Nous ne disons pas que tous nos camarades acceptent sans restriction le programme de «*Force Ouvrière*» tel que développé au dernier *Comité National*, ou plutôt à la dernière *Conférence*; nous avons, sur les terrains technique et économiques, un certain nombre d'objections à présenter, nous pensons qu'elles ne viendront qu'après l'orientation. Il est certes incontestable que le problème de la scission comporte de graves conséquences, tant dans le domaine sentimental que dans le domaine technique, mais il faut y réfléchir. Il faut une attitude nette si nous voulons rassurer nos gens; sinon, nous n'en sortirons pas et le mouvement aura échoué une fois de plus. J'ai été, je peux le dire – c'est le mode des confessions, je ne ferai que suivre d'autres personnalités plus agissantes que votre serviteur! -, j'ai été un de ceux qui ont prêché, dans notre profession, l'unité à tout prix; j'ai fait, en tant que secrétaire général adjoint, à mes camarades de l'autre tendance des sacrifices contre mon goût personnel pour ne pas disloquer notre organisation; il y a quelques jours encore, je faisais encore des efforts pour l'unité. Mais je vous citerai un fait qui m'a fait changer d'avis. J'étais dans le train samedi, allant faire une réunion syndicale à Dijon; j'avais à côté de moi deux camarades appartenant à la C.G.T. puisqu'ils portaient à la boutonnière leur insigne que nous avons tous, et j'écoutais leur conversation; ceux-ci disaient (ils venaient d'assister, ou à un *Conseil de syndicat* ou à un *Conseil de fédération*) et voici leur conversation sur un ton assez haut pour que j'aie pu l'entendre: «*Voici les instructions qui nous ont été données; nous devons rapidement agir et leur dire que s'ils se laissent aller à passer de leur côté, nous les considérerons comme des traîtres et nous les passerons à la casserole*».

Il ne faut pas laisser cet état d'esprit s'accréditer, il y a encore beaucoup d'hésitants et si nous n'avons pas le courage de dire que nous sommes prêts à les protéger, à faire face au choc nous verrons se détacher de nous une quantité de membres que nous pouvons encore amener et tenir longtemps à la C.G.T.

Voilà la position que l'on peut tirer de l'organisation que je représente (*applaudissements*).

Zébert (*Employés*): Camarades, je suis de ceux qui, lors de la dernière *Conférence «Force Ouvrière»* ont pris position pour la scission.

Vous pensez donc bien que je ne vais pas, aujourd'hui, vous tenir un autre langage. Et pourtant, j'appartiens à cette *Chambre Syndicale des Employés de la région parisienne* qui n'a pas connu les mouvements de grève. Si nous avons été à la veille d'une grève dans le Commerce, il faut reconnaître que, grâce à l'action de nos militants de la Fédération, celle-ci a pu être évitée, au grand dam, du reste, des dirigeants de la *Chambre Syndicale* tendance majoritaire qui ont été stupéfaits de voir que dans la région parisienne, les grands magasins, dans la proportion des 3/5^{èmes}, votaient contre la grève et qui était pourtant, vous le savez, une grève revendicative. Aux *Employés*, ces gens qui viennent justement de syndicats professionnels d'avant-guerre, ou qui avaient des tendances réactionnaires, ont accepté pendant près de deux ans la tutelle communiste, actuellement ils n'en veulent plus et c'est journellement que des camarades viennent nous trouver à la *Chambre Syndicale* et nous demandent: quand partirez-vous?

Nous avons fait, la semaine dernière, une réunion des responsables de «*Force Ouvrière*», avec le concours de notre ami Fréour. J'ai regretté que ces responsables ne se soient pas faits le porte-parole de la masse et qu'ils n'aient pas dit ouvertement à Fréour ce que pensent les syndiqués. Hier encore, j'ai eu un coup de téléphone d'une *Caisse de Sécurité Sociale*, où l'on m'annonçait que sur 180 employés, 130 adhéraient au groupe «*Force Ouvrière*» et demandaient à partir. D'autres viennent et nous disent: peut-être pourrait-on rester dans cette vieille maison de la C.G.T. qui nous est chère à tous, peut-être pourrait-on arriver à composition et revenir aux accords de Toulouse? Moi, je leur réponds: je ne crois pas au Père Noël, et si demain les majoritaires voulaient nous faire une telle concession – car ils se rendent compte qu'ils ont perdu la partie – eh bien, ce serait nous donner des verges pour nous fouetter que d'accepter, car, dès le lendemain, ils reprendraient la même tactique qui leur a si bien réussi depuis la Libération.

Partir? Certains disent: êtes-vous sûrs que le mouvement vivra? Incontestablement, non seulement nous regrouperons sous notre nouveau drapeau ceux qui ont déjà quitté la C.G.T. pour former des syndicats autonomes, mais, comme le disait tout à

l'heure un camarade, nous grignoterons largement sur ceux qui, depuis quelque temps, ont adhéré à la C.F.T.C. Et puis, il y a toute cette masse de gens qui, depuis quelques mois, ne paient plus leurs cotisations qui, à partir du 1^{er} janvier prochain, ne veulent même plus reprendre leur carte confédérale et qui, si nous ne créons pas cette scission, seront totalement perdus dans les mois à venir pour le mouvement ouvrier. C'est grave, je le sais, camarades, de créer une nouvelle Centrale ouvrière. Nous avons tous vécu la période de 1923 à 1935 où, justement parce qu'il y avait deux Centrales ouvrières, cette classe ouvrière n'a pas pu réaliser ce qu'elle était en droit d'attendre. Mais j'ai bon espoir; le mouvement qui se dessine à l'heure actuelle dans l'ensemble du pays doit donner à ce nouveau mouvement un sang nouveau qui permettra justement de réaliser ce que nous n'avons pas pu faire dans le passé.

Je veux être bref, je vous demande de bien réfléchir et, surtout, je ne voudrais pas que, de ces assises, sorte une motion nègre-blanc, mais que vous vous prononciez nettement et en toute indépendance (*applaudissements*).

Barbat (Puy-de-Dôme): Chers camarades, c'est au nom du groupe «*Force Ouvrière*» du Puy-de-Dôme que je prends la parole ici. Je ne vous dirai pas ce qui s'est passé dans notre département, je crois que nous avons d'autres questions à traiter aujourd'hui. Nous avons été, comme les autres, attaqués par les communistes, mais cela n'a pas beaucoup d'importance, puisque nous commençons à y être un peu habitués, et c'est peut-être parce que nous ne le voulons plus que nous sommes là. Il faut examiner la situation, envisager les deux cas: savoir, si nous restons, quels sont les avantages et les inconvénients, et, si nous partons, quels sont aussi les avantages et les inconvénients.

Il est certain qu'à la dernière Conférence tenue ici, nous avons pensé d'abord que nous n'étions pas prêts et qu'il fallait continuer à travailler de l'intérieur. Aujourd'hui, la démonstration est bien faite; je crois qu'il n'est pas possible de continuer et c'est pourquoi, dans notre département, nous avons réuni l'ensemble des responsables des différentes fédérations et nous leur avons posé le problème. Nous avons examiné la question comme elle devait être posée. Or, que se passe-t-il aujourd'hui? Nos camarades désertent de plus en plus l'organisation et ils apportent leurs adhésions en masse aux groupes «*Force Ouvrière*». Je sais bien que, théoriquement, nos camarades ont raison lorsqu'ils disent: on peut reprendre le mouvement syndical de l'intérieur. C'est vrai, mais je pense aussi qu'il faut prendre les travailleurs comme ils sont et non comme nous désirerions les voir, et ce qu'ils ne veulent plus entendre, c'est parler de la C.G.T. Pourquoi? Parce que, il faut le dire, c'est vrai, on a galvaudé la C.G.T., comme on a galvaudé la grève, on en a fait une fille soumise au

nom du parti communiste et, aujourd'hui, les travailleurs ne veulent plus marcher (*applaudissements*). C'est pourquoi nous disons nettement que nous ne sommes plus pour rester dans ce cycle infernal au jeu des fluctuations politiques. C'est pourquoi nous disons que nous ne pouvons pas reprendre les organisations par la base, car vous sentez bien que les U.D. ont coûté trop cher au parti communiste pour qu'aujourd'hui, il les abandonne. Et, demain, que se passera-t-il dans les assemblées? Nos camarades ne venant plus aux réunions, il n'y aura que les fidèles au parti, et même dans les congrès ils s'arrangeront pour que les prises de timbres soient suffisantes aux syndicats de leur obéissance et nous serons encore minoritaires, nos camarades de la base seront sapés et on gardera nos camarades à la tête comme des prisonniers. Voilà ce qui se passera demain. Il est certain qu'il n'est plus possible de travailler dans des conditions telles. Aujourd'hui, il y a un nouveau courant; nos camarades ont mis leur espoir sur «*Force Ouvrière*», mais si nous restions dans le cadre de la lutte intérieure et conformément à la circulaire du 9 décembre que le *Groupe Central* nous a fait parvenir, qu'advierait-il demain? Nous aurions des adhésions sans pouvoir donner quelque chose; avec le texte de loi qui nous régit, nous n'aurions même pas la possibilité d'avoir des délégués d'atelier, puisque leurs délégués seraient élus avec 10 voix. Vous voyez donc que nous arriverions à brève échéance à décevoir un peu plus les espoirs de travailleurs de la base; et c'est pourquoi il n'est pas possible de continuer. Je comprends les sentiments de certains camarades qui nous disent: il est tout de même pénible d'abandonner les avoirs, d'abandonner tout ce que nous avons fait dans cette maison de la C.G.T.. Et je pense à notre vieil ami Jouhaux qui, qu'on le veuille ou non, symbolise le mouvement syndical français (*applaudissements*) et, malgré toute la publicité qu'on a pu faire autour du nom de Frachon, on n'enlève pas de la tête des travailleurs le nom de Jouhaux et cela les embête bien. Nous n'avons pas le choix: il faut être ou pour conserver les avoirs matériels, ou pour partir avec nos camarades et reconstruire une nouvelle maison, plutôt que de rester dans une où il y aura juste la cage, mais plus d'oiseau. Il faut prendre ces dispositions, aussi pénibles soient-elles; il faut que nous partions, car le mouvement ouvrier s'en sentirait affaibli si nous restions, car l'ensemble des travailleurs sont tentés d'aller aux syndicats autonomes, et, vous le savez comme moi, les syndicats autonomes ne sont pas viables, parce qu'ils n'ont pas de possibilités d'action, et on assisterait, dans quelque temps, à un mouvement ouvrier complètement désorganisé, tandis que si nous partons dès maintenant, avec l'ambiance qu'il y a, nous aurons véritablement une force ouvrière avec nous et nous reprendrons la tête d'un mouvement syndical qui saura aller à des batailles, s'il y a lieu (*applaudissements*).

Decottignies (Métaux): Camarades, je représente surtout ici la Régie Renault. On nous a demandé d'apporter des faits précis et le sentiment de la base. Je vous l'apporte de la façon la plus brutale par des chiffres. La Conférence, l'annonce de cette *Conférence «Force Ouvrière»* a fait naître chez tous les métallos un immense espoir, car ils attendent une décision définitive et, cette décision définitive, ils croient que ça sera la leur. À Boulogne-Billancourt, hier soir, un vote a eu lieu qui me donne un mandat impératif que je défendrai ici. La question posée est celle de la scission. Voilà les résultats: sur 914 votants, il n'y a eu que 21 camarades qui se sont prononcés contre la scission. Voilà le pourcentage, si bien que je peux vous dire que vous avez fait naître, en réunissant ici tous les camarades de France, un espoir qu'il faut prendre garde de ne pas décevoir.

Je vous dirai immédiatement que si, ce soir, la décision n'est pas celle que les métallos de Boulogne-Billancourt attendent, il n'y a plus de groupe *«Force Ouvrière»* à Billancourt. Et pourtant vous savez l'importance du danger que court en ce moment la masse du prolétariat, vous connaissez son esprit de désarroi, de méfiance à l'égard de tous ceux qui l'ont jusqu'ici guidé. Mais en même temps que le peuple a senti son impuissance, il sent aussi le danger et la menace de perdre tous les avantages qu'il a pu si péniblement acquérir; il se rend compte que la politique actuelle qui consiste, lorsqu'on veut des produits agricoles, à augmenter les prix; lorsqu'on veut amener les commerçants à l'honnêteté, on augmente les marges bénéficiaires, mais quand on a besoin de la production des travailleurs, on oublie de leur donner les avantages auxquels ils ont droit. Il est urgent de donner à cette masse désorganisée et désemparée, sans confiance en personne, l'instrument de combat qui lui permettra de se défendre. C'est l'émiettement total en ce moment, c'est la fissure de la C.G.T., c'est l'organisation de mouvements sporadiques n'ayant aucune liaison entre eux. *«Force Ouvrière»* est une organisation nationale et c'est pourquoi le mouvement ouvrier peut avoir confiance en lui, à condition que *«Force Ouvrière»* vienne à lui. La scission est faite. Le seul problème à discuter, c'est de savoir si elle est faite en groupe ou si elle est faite individuellement. Je vous révélerai que, lorsque je vous dis que le groupe F.O. sera mort, cela ne voudra pas dire qu'il y aura des cégétistes. Je suis à peu près incapable de trouver des camarades possédant leur carte et, à partir de janvier, leurs timbres, pour présenter des candidats aux postes de direction. Vous voyez les résultats; même si les staliniens appliquent la démocratie intégrale, dans la Métallurgie ils ne risquent rien à jouer franc-jeu actuellement. Nous vous demandons donc, non pas de nous donner l'ordre de partir – tous nos camarades sont partis – et si nous voulons entreprendre la lutte de tendance à la C.G.T., il faut aller faire, dans les usines, de la propagande pour l'adhésion à la C.G.T., il faut que les militants *«Force*

Ouvrière» qui sont des traîtres à la classe ouvrière aillent, devant les quelques camarades, faire la défense des staliniens? Vous verrez le résultat. Il faut voir la situation en face, le mouvement syndical a subi une crise terrible, il révèle son impuissance et sa désagrégation. *«Force Ouvrière»* possède les cadres, les chefs, et c'est le moment de rassembler, dans un syndicalisme propre et indépendant, tous les éléments qui l'ont quitté. Mais, à l'intérieur de la C.G.T., je vous le dis, camarades la bataille est perdue (*applaudissements*).

Terrène (Basses-Pyrénées): Camarades, au nom de nos amis des Basses-Pyrénées, j'ai le mandat de vous demander de rester à la C.G.T. Camarades, s'ils ont pris cette décision, ce n'est pas tant parce que nous laissons des avoirs, c'est parce que, dans notre département, il ne nous restera plus rien, parce que les Bourses du Travail seront entre les mains des majoritaires – dans les postes de direction s'entend – mais probablement des minoritaires, si nous savons, les uns et les autres, réveiller nos camarades de la base, et cela est possible actuellement, avec l'amplitude qu'a pris *«Force ouvrière»*. Voyez-vous, mes camarades m'ont prié de vous exposer un plan – nous sommes à la mode des plans, mais c'est un plan constructif. Ils voudraient que, demain, la C.A. de la C.G.T. fasse admettre aux majoritaires que les fédérations s'engagent, pendant le mois de janvier, à faire faire à tous les syndicats des assemblées générales, avec, à l'ordre du jour: renouvellement du Bureau.

C'est évidemment cette condition qui est mise pour que les arguments que je développe aient une valeur. Ensuite, courant février ou mars, il pourrait y avoir les congrès des U.D. et des fédérations et, en avril au plus tard, le congrès de la C.G.T. Et je suis persuadé que nous pouvons reprendre le mouvement ouvrier dans le cadre des principes de la *Charte d'Amiens*, que nous avons toujours respectée. Et nous nous trouvons devant cette anomalie, c'est que c'est nous qui quittons cette grande organisation que nos amis ont créée, car je ne pense pas que l'on puisse discuter que le père spirituel de la C.G.T. est notre ami Léon Jouhaux.

Camarades, je sens nettement que, dans cette salle, je suis minoritaire, surtout si je me base sur les interventions qui se sont fait jour, mais je pense que ce point de vue doit être regardé avec intérêt.

Dans notre département, il y a des défections chez les Cheminots, quelque peu chez les P.T.T., mais je suis sûr que, dans le reste, nous sommes capables de reprendre les unions locales et l'union départementale.

Peeters (Meurthe-et-Moselle): Camarades, je voudrais, à cette tribune, exprimer deux opinions bien différentes. Je le fais pourquoi? Parce qu'il est utile, ici, que nous ayons toutes les explications nécessaires afin de déterminer notre position pour l'avenir.

Tout d'abord l'opinion des militants. L'opinion des militants que nous avons réunis sur le plan départemental est celle-ci: pas de scission dans l'organisation syndicale, continuer la lutte pour transformer cette minorité afin qu'elle devienne majorité. C'est une opinion qui est dictée par la conscience de ces militants et qui veut qu'en pareille circonstance nous pesions bien le pour et le contre de cette crise de conscience qui se livre parmi nous. En effet, nous ne pouvons pas accepter, les uns et les autres, de quitter volontairement la grande Centrale syndicale. Nous savons tous les efforts que nos camarades de la minorité confédérale ont faits au sein du Bureau et de la C.A. Nous savons aussi que, pour les vieux militants, c'est une peine excessivement cruelle que de penser qu'un seul instant ces trois lettres puissent se détacher du nom de notre ami Jouhaux qui, toute sa vie, a fait de l'organisation syndicale ce qu'elle est actuellement (*applaudissements*). C'est cela qui fait que, selon toute réflexion, nous ne pouvons pas, nous militants, être d'accord pour une scission syndicale. Mais nous avons à tenir compte d'un autre élément et, celui-là, nous l'avons consulté; nous avons fait non pas des sondages à la base, mais dans notre département, soit par la presse, soit par tracts, soit à la radio, nous avons indiqué quel était le devoir de tous les syndiqués: ne pas quitter l'organisation syndicale. Les réponses... elles sont connues maintenant: la base a dépassé l'esprit des militants, la base ne veut plus aucun contact avec les organisations syndicales et leurs représentants. Et je ne peux pas dire ici que c'est une majorité ou une minorité, c'est, en principe, l'unanimité qui s'est manifestée sur ce point.

Voilà le drame auquel nous assistons et voilà à quoi nous avons à faire face présentement. Il faut savoir si l'organisation syndicale qui se manifeste dans l'autonomie actuellement se fera sans nous ou avec nous, car nous sommes sûrs maintenant qu'elle se fera.

Voyez-vous, le gros inconvénient, c'est peut-être d'attendre s'il doit y avoir une scission dans l'organisation syndicale. Attendre, c'est perdre du terrain chaque jour, c'est permettre aux indifférents de se détacher, c'est renforcer la confédération des cadres, la C.F.T.C., avec ceux qui veulent être organisés et ce n'est pas par une propagande, par la suite, que vous pourrez rattraper tout ce que vous aurez perdu.

Un autre point qui s'est manifesté très exactement et qui sert de baromètre: c'est, à la suite des divers incidents de notre département, à la suite d'une arrestation, l'U.D. lance un mot d'ordre de grève de 24 heures pour répondre à certaines provocations policières: pas un gréviste, dans un département aussi industriel que le nôtre. Cela n'est-il pas là la justification de l'indifférence qui se manifeste dans la masse et un élément d'information très appréciable pour déterminer notre position. C'est cela que nous devons dire ici, car on nous a demandé de faire

connaître l'opinion de la base.

Un autre point. Quelle sera notre position, quelle sera la position de nos amis du Bureau confédéral si l'on continue ce qui se manifeste actuellement chez nous, car il y a des exclusions dans le mouvement syndical. On oublie de convoquer les délégués régulièrement et lorsque, soit sur le plan départemental ou régional, qu'ils soient des Métaux ou des Mines, car on procède à des exclusions envers ceux qui n'ont pas voulu suivre le mot d'ordre politique qui était lancé, nous sommes obligés d'avoir des engagements à l'égard de ces camarades qui n'ont en rien trahi le mouvement ouvrier, et qui en sont maintenant exclus par ces décisions iniques. Nous leur avons conseillé d'employer la formule: commission des conflits dans le syndicat, à l'U.D., à la C.G.T., mais cela durera des mois et des mois et permettra de nouveau à ceux qui ont politisé le mouvement, de faire de même dans d'autres départements et d'autres organisations, si bien qu'avec cette formule, nous aurons décapité les militants qui restent encore et qui luttent et nous n'aurons plus rien dans le mouvement.

Un autre exemple. Je prends un vieux syndicat de notre département, qui a manifesté une certaine activité dans la lutte, de Neuves-Maisons, qui n'a jamais subi d'influence politique quelle qu'elle soit: ce sont 1.200 ou 1.500 camarades qui déclarent ne pas payer la cotisation de décembre et ne pas renouveler leur carte en janvier.

Ce sont des éléments d'appréciation dont il faut tenir compte, et quelle que soit la décision qui sortira de cette Conférence, nous ne pourrons pas nous contenter d'entériner si nous restons ou quittons la C.G.T., mais qu'il faudra en même temps renouveler notre plate-forme revendicative, car les travailleurs, s'ils n'ont pas suivi ces mots d'ordre de grève, n'ont pas abandonné leur revendications. Nous savons dans quelle situation ils se trouvent et nous nous sommes félicités de voir la minorité continuer les pourparlers avec les Pouvoirs Publics pour discuter de cet important problème. Nous avons cependant la sensation qu'actuellement les dispositions particulières qui sont prises seront loin de donner satisfaction pour essayer de normaliser les prix et les salaires. Et il faudra que, de cette Conférence, nous affirmions nettement notre position, prendre position surtout envers les diverses couches de notre pays qui forment une certaine dynastie et que, jusqu'à présent, pour des raisons particulières que je ne veux pas analyser, on a tenues à l'écart. Il faudra que notre Conférence dise que la normalisation des salaires et des prix, l'augmentation du volume du pouvoir d'achat ne peut se faire sans un rajustement entre les prix et les salaires, mais attaquer cette nouvelle caste, cette nouvelle base qui forme l'armature actuelle de l'enrichissement français: la paysannerie française (*applaudissements*) qui, elle aussi, doit fournir les sacrifices, afin qu'ils évitent eux-mêmes peut-être une nouvelle jacquerie qu'ils

auraient provoquée, parce que nous pouvons dire qu'il y a deux choses essentielles pour les travailleurs, si nous voulons relever notre pays dans son économie: c'est la production, d'accord; il y a aussi l'alimentation et la nécessité de se vêtir. Le travailleur ne peut faire l'un et l'autre, qui sont pourtant indispensables. Si vous ne voulez pas provoquer un désintéressement du mouvement syndical, disloqué profondément, si vous voulez transformer les méthodes appliquées jusqu'à présent, c'est avec cela que vous les rallierez autour de «*Force Ouvrière*» (*applaudissements*).

Bergeron (Belfort): Camarades, je serai très bref. Dans le Territoire de Belfort, que je représente, la situation est très nette: nous sommes majoritaires d'une manière écrasante, puisque dans le département, sur 70 syndicats, nous en avons environ 60 à 65.

Si l'on veut examiner le point de vue de la base, une très forte majorité se manifeste en faveur de la scission; nos camarades pensent ce qu'on vient de développer. À côté de cela, il y a l'opinion des vieux militants qui, eux, ont de la peine à quitter la C.G.T. et ils pèsent également le pour et le contre et les conséquences que cela aura pour nous.

Mais enfin, puisqu'on nous a demandé de donner l'opinion de la majorité de nos mandants, l'écrasante majorité du Territoire de Belfort demande la scission et, si elle ne se fait pas, ils quitteront la C.G.T. (*applaudissements*).

Carpentier (Pas-de-Calais): Camarades, à la première Conférence de «*Force Ouvrière*», j'avais été chargé de rapporter devant nos amis la charte sur le plan national déterminant l'orientation de «*Force Ouvrière*». Elle avait à l'époque, c'est-à-dire il y a un peu plus d'un mois, rallié l'énorme majorité des militants de «*Force ouvrière*» et elle nous a donné, au travers du mois que nous avons vécu, la preuve formelle que les hommes auxquels sont confiées les destinées du mouvement syndical avaient fidèlement respecté les décisions de la Conférence nationale et fait respecter la personnalité du mouvement syndical. J'adresse ici, publiquement, à notre camarade Jouhaux et à tous les membres du Bureau confédéral, à ceux qui appartiennent à «*Force Ouvrière*», l'expression de notre sympathie et de notre confiance totale (*applaudissements*). Ils ont fait tout leur devoir et à ceux qui leur demandaient, hier, de se distinguer, nous avons le sentiment qu'au travers des heures difficiles que nous avons vécues, ils ont fait, vis-à-vis du mouvement syndical et du monde du travail, tout leur devoir (*applaudissements*).

Aujourd'hui, je suis assez gêné vis-à-vis de mes camarades, parce que, précisément, les événements que nous avons vécus nous ont amenés, pour le département du Pas-de-Calais, qui est le berceau du syndicalisme, du syndicalisme ouvrier, du syndicalisme véritable, non pas celui représen-

té par Auguste Lecœur, mineur honoraire et secrétaire général du *Syndicat des Mineurs*, mais par les vingt-cinq mineurs qui sont ici, dans cette salle, et dont quelques-uns viendront ici traduire leur volonté de lutte pour dégager le mouvement syndical des influences politiques et pour lutter effectivement contre la politisation (*applaudissements*).

On nous a demandé notre sentiment. Ce n'est pas le nôtre que nous voulons traduire, pas notre sentiment personnel, mais celui de la base. Ce sentiment, c'est que l'organisation confédérale, ce sont les communistes, au sein de la C.G.T., qui l'ont tuée. La désagrégation de notre *Confédération Générale du Travail*, il faut la regarder en face, dans l'immédiat et dans le temps. Je suis persuadé, pour ma part, et je pèse actuellement toute la gravité de ce problème, je suis persuadé, pour ma part, que dans le Pas-de-Calais, la C.G.T. subira une désaffection de ses adhérents de l'ordre de 60 à 80%. Ces hommes-là, ils quittent une organisation qui n'a de syndicale que le nom, mais qui est mise exclusivement au service du parti communiste pour des fins politiques et non pas au service du monde du travail. Ces raisons, nous les trouvons dans les adhésions que nous avons reçues ces jours derniers, et depuis huit jours en particulier. Notre camarade Mailly, un vétéran des luttes syndicales, me permettra de donner ce chiffre qui, je le pense, n'est pas erroné: nous avons reçu, dans notre département, plus de 40.000 adhésions dans les huit jours (*applaudissements*). Et nous en recevrons demain de ceux qui n'ont pas encore quitté l'organisation, qui ne se sont pas encore affirmés publiquement, mais qui sont avec nous et qui prennent des décisions pour renforcer nos rangs. Nous avons le sentiment que, dans les trois mois qui vont suivre, nous trouverons dans l'organisation «*Force Ouvrière*» plus de 20.000 camarades nouveaux. 60.000 c'est le chiffre que nous nous sommes fixé pour le 1^{er} trimestre 1948, c'est ce chiffre-là que nous atteindrons, parce que nous avons la certitude que, dans le département du Pas-de-Calais, c'est nous qui sommes dans la vérité syndicale et dans la tradition du mouvement ouvrier (*applaudissements*). Je m'adresse plus particulièrement à notre camarade Jouhaux, avec tout le respect que je lui dois et avec toute la confiance que les militants du Pas-de-Calais ne cessent de lui témoigner, ils attendent beaucoup de notre camarade Jouhaux parce que, pour nous, il représente toujours le véritable syndicalisme et il est plus nécessaire aujourd'hui de l'avoir comme porte-parole de la C.G.T. de demain, parce qu'il faut absolument, c'est une question de vie ou de mort du véritable syndicalisme, que les militants qui sont ici repartent demain dans leurs départements respectifs avec la volonté de travailler à un mouvement syndical libre et libéré. Et c'est pourquoi j'en appelle au plus grand d'entre nous, à celui qui détient la plus lourde responsabilité de notre temps, je lui demande de comprendre les aspirations profondes du mouvement

ouvrier. C'est notre «général» et nous avons besoin d'hommes comme lui pour nous battre demain (*vifs applaudissements*).

Favier (Ain): Camarades, nous nous retrouvons après la bataille. Depuis le 8 novembre, nous avons constaté que cette majorité assez large qui s'était manifestée pour un redressement interne, s'est aujourd'hui retournée. Ceux qui étaient, le 8 novembre, dans l'autonomie y étaient allés parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, et je m'aperçois que nous avons peut-être eu tort quelquefois de leur jeter la pierre. Ils ont été, somme toute, des précurseurs. Mais, cette Conférence du 8 novembre a eu son utilité; elle a été un signal d'alarme pour le grand parti qui s'est dit: *C'est le moment de précipiter les choses*. Et c'est pourquoi il a pris, au C.C.N., la décision de faire ce manifeste dont vous savez comment il a tourné court. Le manifeste a été dépassé et, immédiatement, la grève politique s'est déroulée, suivant les conditions que vous savez, jalonnée par les événements de Marseille, de la fosse d'Ostricourt, de la SNCF, des P.T.T., qui devaient donner le grand coup, lequel échoue lamentablement. Tous ces comités de grève, dans le pays, étaient communistes et organisaient l'insurrection. Dans mon département, il y a eu 6 ou 7.000 grévistes sur 25.000 syndiqués et 50.000 salariés; et encore, dans ces 6 ou 7.000 grévistes, beaucoup de moutons qui, par crainte, suivaient les dirigeants qu'ils étaient habitués à subir. Les fonctionnaires ont suivi à un petit pourcentage, quelques instituteurs qui n'ont pas très bien compris la portée des événements, je ne leur en veux pas. La presse déchaînée contre nous, le groupe parlementaire qui se préparait à faire son coup de théâtre, à sortir au «*Vel' d'Hiv*» créer une assemblée nationale, ces violences contre les anti-grévistes, ces sabotages étaient la mise en scène qui préparait l'accession au pouvoir. Nous avons compris cela, parce que nous avons un certain sens politique et nous n'en voulons pas à nos camarades de la base qui n'ont pas senti ces raisons secrètes. Mais il nous appartient de dénoncer tous ces mouvements qui se préparent dans l'ombre. C'est pourquoi «*Force Ouvrière*» qui incarnait la majorité de cette classe ouvrière a gagné la partie, car les travailleurs ont refusé de suivre les communistes, non parce qu'ils craignaient Schuman, mais parce que nous leur avons montré la voie. Nous nous sommes affirmés contre les stalinien, nous avons fait respecter la démocratie syndicale, et nous avons gagné. Mais le bilan est lourd pour le pays et la classe ouvrière. Le bilan matériel, vous le connaissez: 150 à 200 milliards perdus pour la production, 25 millions de journées de travail, soit 13% du salaire annuel, 1.800.000 tonnes de marchandises.

Au point de vue moral, la preuve est faite que les majoritaires sont des usurpateurs, ce que nous avons dit, mais il fallait des événements pour le prouver. Un désarroi règne, c'est à nous de le résoudre;

mais n'oublions pas, comme l'ont dit certains, que le patronat et le fascisme qui se taisent sont encouragés par ces événements et qu'ils tireront la leçon de nos décisions. Il faut lutter sur les deux fronts, ne l'oublions pas.

Sur le plan légal, je voudrais dire un mot sur ce que personne n'a soulevé: c'est cette fameuse loi scélérate, parce que «*Force Ouvrière*» est contre les lois d'exception, bien entendu, qui sont votées un jour, dans un moment d'affolement, qui ne seront peut-être pas utilisées aujourd'hui, mais qui peuvent l'être demain. Il nous appartient de les dénoncer partout, d'autant plus qu'elles étaient inutiles. Quand elle est sortie, cette loi, il y avait longtemps que la partie était gagnée. Il nous appartiendra que cette loi ne soit pas reconduite, car c'est un instrument de propagande qu'il faut leur enlever.

Il faut conclure. Pour notre orientation, comment agir le mieux dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la démocratie? Sans démocratie, il n'y a pas de défense des intérêts ouvriers. Les faits parlent pour nous. Les syndicats autonomes se multiplient, les départs individuels aussi, la désagrégation est un fait. La classe ouvrière attend quelque chose. S'il ne vient rien, c'est le chaos et le désordre. N'oublions pas que le but et la tactique du parti communiste, qui va s'affirmer, c'est de créer la misère pour l'exploiter. Déjà, il sabote la production, il escompte cette soudure de printemps si difficile où le pouvoir d'achat va diminuer et le ravitaillement sera plus pénible pour tenter un nouveau coup. Ils veulent conserver la C.G.T. qui est un instrument idéal pour tenter un nouveau coup. Les méthodes terroristes vont se perfectionner, des éléments étrangers au mouvement et au pays y participeront, nous avons des renseignements et nous le savons. Encore autre chose vous avez vu le nouveau tournant de M. Thorez, qui a commencé à flatter les paysans; perdant la classe ouvrière, il cherche à gagner les paysans. Croyez-vous que la C.G.T. va défendre la classe ouvrière quand le parti communiste aura dit il faut défendre les paysans?

Tout cela dicte notre conduite. Comment? Redressement interne? Camarades, je crois que la cause du redressement interne n'est plus à défendre. Vous savez quels moyens ils ont à leur disposition: les pressions, la terreur, les manœuvres et tous ces statuts de fédérations qu'ils ont su si bien rédiger pour se préserver contre les renversements de majorité; ils ont aussi des juristes à leur service, ils s'en serviront jusqu'à la gauche. Il faudrait des mois et des mois de patience. Croyez-vous que nous pouvons attendre? Non, ce n'est pas possible. Il ne reste que l'autre solution: partir. Beaucoup de nos camarades, je sais et je dois - c'est mon devoir - dire leur sentiment, ont cet attachement sentimental, profond, à l'unité, qui est très beau. Je vous pose la question: l'unité existe-t-elle toujours? C'est à cette question qu'il faut répondre. Non, ils l'ont brisée, étant donné que la minorité n'a plus qu'à suivre et à obéir.

En 1921, quand ils étaient minoritaires, ils n'étaient pas pour l'unité. Les difficultés sont considérables et nous y avons pensé: difficultés de cadres, d'effectifs, de bagarres, de violences physiques. Il faut les analyser, mais ce n'est pas pour les rejeter, nous savons qu'elles nous attendent et nous les affronterons. Je vais conclure par trois questions auxquelles cette conférence doit répondre.

Le redressement est-il possible? Personnellement, je réponds non.

Le mythe de l'unité - car c'est un mythe - est-il un obstacle au départ? Je réponds non.

Les difficultés doivent-elles nous effrayer? Je réponds non. Nous avons lutté contre l'ennemi, nous avons lutté contre les staliniens et devons continuer.

Notre rôle historique se précise aujourd'hui; si nous y manquons, nous trahissons la classe ouvrière.

Hier, nous étions «*Résistance*», aujourd'hui «*Force*». Eh bien! demain, nous serons «*Résistance et Force*» à la fois, dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la démocratie (*applaudissements*).

Giraud (*Enseignement de la Seine*): Camarades, c'est avec une certaine discrétion que je dois aborder cette tribune, car je pense, et mes camarades de l'Éducation Nationale sont d'accord avec moi pour penser qu'il faut laisser aux fédérations ouvrières de la C.G.T. le soin de prendre d'abord et d'affirmer ensuite certaines positions.

A la dernière conférence nationale, j'ai défendu devant vous la thèse du maintien à la C.G.T. parce que, dans notre Fédération, les problèmes se posent d'une façon différente, parce que nous avons la majorité, et, jusqu'à présent, le problème du départ ne s'était jamais posé pour nous. Aujourd'hui, c'est différent et je dois, comme Peeters tout à l'heure, montrer le divorce qui existe entre certains militants responsables de la fédération, qui continuent à penser que le redressement est possible et qu'il faut ménager l'instrument qu'ils utilisent à l'heure actuelle pour la défense de nos intérêts, et l'opinion sans cesse croissante des camarades de la base qui ne veulent plus reprendre leur carte au 1^{er} janvier et qui, quelle que soit la décision que nous prendrons aujourd'hui, ne seront plus confédérés si la décision de départ n'est pas prise.

Nous comprenons parfaitement que les militants responsables pensent à la difficulté qu'il y a à mettre sur pied une fédération, une confédération et qu'ils hésitent à briser ce qui existe, mais il faut tenir compte du sentiment profond des camarades de la base qui pensent que le redressement n'est plus possible. Je crois, en effet, il ne l'est pas, parce que les statuts de la C.G.T., modifiés au dernier congrès, sont tels qu'il est mathématiquement impossible de redresser du dedans la majorité de la C.G.T. et, quelle que soit la volonté des camarades de la base, nous n'y changerons plus rien. Et je tiens à insister sur le fait qu'actuellement, trop de camarades sont déjà partis pour pouvoir, même en appliquant les

règles les plus strictes de la démocratie syndicale, obtenir à l'intérieur un redressement de la situation.

Je crois pouvoir vous dire, au nom d'un grand nombre de militants de la Fédération, que nous ne prenons pas aujourd'hui devant vous la décision de vous pousser à la scission, parce que nous pensons que c'est vous, militants ouvriers, qui êtes qualifiés pour prendre cette décision, mais nous pouvons vous apporter l'assurance que si, de cette Conférence, sort ce soir la décision de quitter la C.G.T. pour former enfin une organisation libre et indépendante, nous ferons tout notre possible, non pas pour vous amener quelques éléments et syndicats épars, mais pour amener dans votre mouvement l'ensemble de la *Fédération de l'Éducation Nationale* (*applaudissements*). Je crois pouvoir vous dire, au nom d'un grand nombre de militants de la Fédération, que nous ne prenons pas aujourd'hui devant vous la décision de vous pousser à la scission, parce que nous pensons que c'est vous, militants ouvriers, qui êtes qualifiés pour prendre cette décision, mais nous pouvons vous apporter l'assurance que si, de cette Conférence, sort ce soir la décision de quitter la C.G.T. pour former enfin une organisation libre et indépendante, nous ferons tout notre possible, non pas pour vous amener quelques éléments et syndicats épars, mais pour amener dans votre mouvement l'ensemble de la *Fédération de l'Éducation Nationale* (*applaudissements*).

Irénée (*Personnels du Trésor*): Camarades, je viens à cette tribune, non point pour exprimer une opinion personnelle, mais pour traduire les sentiments de la quasi-unanimité des 10.000 adhérents du *Syndicat National des Personnels du Trésor*, qui est la plus forte organisation syndicale au sein de la *Fédération des Finances*.

Cette Conférence «*Force Ouvrière*», convoquée pour faire le point après la période des grèves sur ordre du Kominform et pour déterminer l'orientation de notre action, à l'intention et le désir de tenir compte des opinions de la base.

Nous enregistrons de plus en plus, dans l'ensemble des organisations syndicales, des démissions nombreuses et qui s'amplifient depuis une quinzaine. Nous assistons aussi à la constitution d'organisations syndicales autonomes. Ce sont là des faits qui ne sont pas à négliger, comme le dit Bouzanquet, et ce ne sont que les prémices de départs encore plus massifs.

Il faut déterminer notre comportement en fonction des réalités et tous, les uns et les autres, nous sommes victimes d'un sentimentalisme tout à notre honneur, mais qui ne doit pas nous faire perdre de vue la tâche qui nous est assignée.

Peut-on encore très honnêtement espérer le redressement de l'intérieur, peut-on encore croire au miracle dont nous parlait Bothereau ? Nous répondons non, et pourquoi? Les syndiqués, qui ne veulent plus obéir aux ordres du parti communiste,

n'acceptent plus la cohabitation avec les unitaires et nous quittent. Tous ces départs affaiblissent la position de la minorité confédérale et, en reculant l'échéance inéluctable, nous disons à nos amis du Bureau confédéral qu'ils risquent de devenir des généraux sans troupes.

Sommes-nous certains que tous les camarades qui quittent ou quitteront l'organisation syndicale reprendront le chemin du syndicat, sommes-nous certains aussi que tous ceux qui ont adhéré à des organisations autonomes reviendront nous rejoindre dans notre Centrale syndicale indépendante de demain si nous tardons par trop à crever l'abcès qui empoisonne le corps du syndicalisme français?

Le cœur de tous les syndicalistes que nous sommes, très attachés à l'unité syndicale, souffrira évidemment de cette scission. À qui la faute? Depuis longtemps, que de sacrifices n'avons-nous pas faits pour maintenir cette unité, et nous ne permettrons plus que les unitaires continuent d'entonner le fameux couplet dont ils ont su si bien se servir pour gangrener notre vieille C.G.T.

Nous pouvons encore grouper autour de nous toute la masse des travailleurs français épris de notre bel idéal syndicaliste, mais pour cela il faut rompre au plus tôt, car demain il sera trop tard.

Nous serions des traîtres à notre cause si nous ne prenions pas la décision qui s'impose et qui est attendue par tant de travailleurs.

Il est encore temps de sauver le syndicalisme libre, mais les instants sont comptés.

Si les unitaires attendent de nouveaux ordres pour une nouvelle offensive, nous, les syndicalistes, nous avons à obéir aux ordres de la base.

«*Force Ouvrière*» a sonné le ralliement de tous les vrais syndicalistes, «*Force Ouvrière*» se doit, dès aujourd'hui, de préciser avec plus de netteté encore son indépendance totale vis-à-vis des partis politiques et des gouvernements. Elle doit affirmer à nouveau qu'elle représente l'essence même du syndicalisme, est l'héritière d'un long passé de luttes et que, fidèle à des conceptions qui ont fait leurs preuves, elle s'est insurgée contre la colonisation de notre «*vieille maison*» par un parti politique.

Il faut dire aussi avec vigueur que «*Force Ouvrière*» ne représente pas une tendance syndicale au service d'un autre parti politique et il faut même le clamer *urbi et orbi*. Pour nous, il ne s'agit pas de faire une opération politique et nous n'avons nullement besoin de la publicité maladroite que veulent nous faire un parti et des journaux.

Nous devons aussi faire savoir que nous sommes pour le non cumul des mandats politiques et syndicaux et faire respecter ce vieux principe syndicaliste.

Demain, dans notre centrale syndicale indépendante, nous ne pourrons représenter la force du syndicalisme libre que si nous savons donner suffisamment de preuves de notre indépendance totale. Ensemble, tous au coude à coude, d'un même cœur, d'un même élan, nous saurons régénérer le syndi-

calisme et, de batailles en batailles, il y aura des victoires au bout de la route (*applaudissements*).

Le Président: La discussion prenant une tournure, prévue d'ailleurs, mais dont il doit sortir des décisions très importantes, nos camarades pensent qu'il sera nécessaire de prolonger la discussion demain matin et que, probablement, une réunion de commission devra se tenir cette nuit. Je pense que nous arrêterons la discussion à midi et demi, que nous pourrons reprendre les débats à 2 heures ½ précises, de manière à passer le plus possible d'orateurs cet après-midi encore, et de procéder à la désignation de la commission.

Dès maintenant je vous propose, pour cet après-midi, le camarade Sidro comme Président; comme assesseurs: Imbs, du Bas-Rhin et Sinot, des Mineurs. Acceptez-vous cette proposition?

Ce Bureau est accepté à l'unanimité.

Je donne maintenant la parole au camarade Augard, des Mineurs.

Augard (Mineurs): Camarades, je crois que la Conférence «*Force Ouvrière*» et toutes les interventions des camarades ont jugé que la lutte à l'intérieur n'était plus possible.

Sur le plan de la C.G.T., je crois que nos camarades secrétaires confédéraux ont fait le maximum pour essayer de sauver l'unité et pour lutter et définir une C.G.T. indépendante et libre. Il suffit de se rappeler pour cela - et je le rappelle à ceux qui ont pu assister à la fameuse nuit du samedi ou dimanche, où le parti communiste voulait sa grève insurrectionnelle - les efforts de nos camarades pour lutter contre le projet de loi présenté par Schuman, nos camarades ont fait le maximum. Aujourd'hui, dans mon département, rien n'est plus possible sur le plan intérieur. Il faut bien le dire, la minorité s'est affirmée au cours de ces dernières luttes et elle représente aujourd'hui, pour la masse des travailleurs, quelque chose. Les militants de cette minorité se sont affirmés et nos camarades attendent autre chose que le maintien actuel de l'ossature de «*Force Ouvrière*». «*Force Ouvrière*» a représenté une période du mouvement syndical. Aujourd'hui, nous sommes à la veille d'une autre période et nos camarades attendent autre chose. Nous pouvons dire que, dans notre département, et chez les Mineurs en particulier, l'unanimité attend autre chose. Car, chez nous, rien n'a manqué; nous avons connu, au cours de ces derniers temps, le non-respect de la démocratie syndicale, les attaques à main armée, les matraquages, les attentats et assassinats même, et nos camarades ne comprendraient pas que nous puissions continuer avec les communistes, à l'intérieur d'une même organisation, la lutte que nous avons faite depuis la Libération.

Aujourd'hui, il faut le dire, la situation est grave. Il ne faut pas oublier que la masse de ceux qui quittent ne rejoindraient pas cette organisation, mais reste-

raient inorganisés, comme l'a dit le premier orateur, et seraient prêts à se mettre entre les mains de n'importe quel aventurier qui pourrait venir (*applaudissements*).

Le Président: La parole est au dernier orateur de ce matin, le camarade Fabre, des mineurs.

Fabre (Mineurs): Camarades, je ne serai pas long, car il est l'heure d'aller déjeuner. Mais j'apporte ici, à cette tribune, le sentiment de mes camarades d'Albi et de Gaillac. Nous avons vu, dans la dernière lutte que nous venons de passer, nous avons connu des moments cruels. Des hommes qui voulaient travailler, envers et contre tout, en étaient empêchés par des piquets de grève, commandés simplement par le parti communiste, et qui exécutaient un mot d'ordre. Nous avons été pris à partie, mais, conscients de notre devoir pour la défense de nos camarades, nous ne voulons plus actuellement, et je suis mandaté pour cela, continuer à cohabiter avec ces gens-là.

Cela me fait mal au cœur, croyez-le bien, de quitter notre vieille maison syndicale, mais je ne veux pas laisser ces camarades, qui ont confiance en nous, s'éparpiller dans divers mouvements, et c'est pour cela que nous avons fait confiance au *Groupe Central de «Force Ouvrière»* et nous sommes ici, aujourd'hui, pour continuer à lui faire confiance. Mais si, par malheur, ce soir ou demain, en partant d'ici, la scission n'était pas faite, j'ai le regret de vous annoncer que, chez nous, la scission est totalement effective. Jusqu'ici, nous avons réussi à maintenir nos camarades au sein de la C.G.T., mais, demain, ils vont tous laisser leur carte syndicale. Qu'advient-il? Je n'en sais trop rien. Je partirai donc d'ici fermement décidé, malgré qu'il n'y aurait pas scission - mais je crois qu'elle sera décidée -, ferme-

ment décidé à constituer, envers et contre tout, un mouvement autonome *«Force Ouvrière»*, parce que les camarades me le demandent. J'espère que nous partirons d'ici avec une unanimité pour recréer notre mouvement syndical libre et indépendant de toute politique, et capable de lutter contre n'importe quel gouvernement, quel qu'il soit (*applaudissements*).

Le Président: Il m'est demandé, par certains auditeurs, s'il ne serait pas possible de condenser les interventions, puisqu'il y a en somme, pas mal de redites par les orateurs qui se succèdent à la tribune. Si cela était possible, les camarades pourraient se rencontrer et déléguer un ou quelques-uns d'entre eux pour exprimer à la tribune le point de vue de cette partie de l'auditoire. Si vous êtes d'accord, nous pourrions commencer cet après-midi, afin d'écourter les débats.

D'autre part, on vient de me passer une motion, la voici:

«Quelques camarades sont obligés de partir ce soir. Ils seraient désireux, au cours de la séance de cet après-midi, avant leur départ, d'entendre un représentant du Bureau confédéral. Je demande au Président de soumettre cette proposition à la Conférence».

Signé: Plaire, de Toulon.

(applaudissements).

Le *Groupe Central* informe les camarades que, à la fin de la Conférence, un communiqué sera fait en votre nom. En conséquence, ne donnez pas de bobards qui risqueraient d'être interprétés différemment par la presse. Je vous invite donc à la prudence. Camarades, la séance est levée.

(La séance est levée à 12h30)
